

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

JEUDI

6

NOVEMBRE

1975

N° 29

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

ÉDITORIAL

## Ceyrac chez Giscard nouvelles menaces pour nos salaires

Aujourd'hui, gouvernement et patronat préparent de nouvelles mesures contre les travailleurs. Ceyrac et Giscard en ont discuté hier, à l'Élysée. Chotard, vice-président du CNPF, avait précédé la visite d'un avertissement : en 1976, disait-il en substance, nous ne pourrions « poursuivre une politique salariale qui garantisse totalement le maintien du pouvoir d'achat ».

Voilà des menaces à peine voilées contre les salaires ! Toute cette agitation patronale prélude à la tenue du conseil extraordinaire du 14 novembre, qui doit faire le point sur la « relance ». Mais nous savons d'avance que les mesures qui y seront prises renforceront l'axe permanent de la politique giscardienne : faire payer la crise aux travailleurs.

La relance, en effet, n'a pas amélioré d'un pouce notre situation. Au contraire. L'INSEE, organisme gouvernemental, en vient même à avouer 1 030 000 chômeurs pour septembre (soit 1 500 000 réels !). Le patronat de la métallurgie parisienne avoue, de son côté, la baisse du pouvoir d'achat des ouvriers pour 1975. Les licenciements, les réductions d'horaire n'ont cessé de se multiplier.

Car aujourd'hui, c'est l'évidence, la riposte de la classe ouvrière est engagée. A Orléans, à Sovirel, à Air France, par exemple. Dans la fonction publique, les journées d'action peuvent servir d'étape pour une mobilisation générale.

Partout, dans les entreprises, se pose la question d'une riposte de l'ensemble des travailleurs. Et c'est précisément le moment que Ségué choisit pour déclarer « nous ne sommes pas favorables à une centralisation prématurée ». Il faudrait, selon lui, attendre « que les conditions soient réunies pour porter un grand et puissant coup à l'Etat patron et à l'attitude rétrograde du patronat ». Mais que faut-il donc attendre ? C'est aujourd'hui que la coordination des luttes est nécessaire. Ceux de Sovirel et d'Idéal-Standard à Melun, ceux d'Orléans et de Quelle à Orléans ont précisément montré la force qu'ils ont gagnée à unir leurs luttes. Voilà des exemples à suivre, à multiplier. Dans ces conditions, prétendre que les conditions « ne sont pas réunies », ce n'est rien d'autre que chercher à retarder ce « grand mouvement d'ensemble » réclamé partout !

Aujourd'hui, il est possible de faire reculer les patrons. Des actions unies, d'ensemble, voilà précisément le moyen de mettre en échec les plans que Giscard et Ceyrac ont arrêtés hier à l'Élysée contre nous. C'est dans ce sens qu'interviendront les vrais communistes dans les journées d'action d'aujourd'hui.

Paul LEFORT

## révoltant

Emmanuel,  
5 ans, refusé  
par 8 hôpi-  
taux, meurt  
après 7 heu-  
res d'attente !

Mercredi 29 - 19 h. 50 : un enfant qui vient d'être renversé par une voiture est transporté à l'hôpital de Créteil. Son cas est trop grave pour être traité sur place. NEUF hôpitaux successivement contactés refusent de soigner l'enfant !

Jeudi 30 - 2 h. 28 : un hôpital, l'hôpital Necker accepte de prendre l'enfant. Il est trop tard, à trois heures, Emmanuel a cessé de vivre, étouffé par une hémorragie massive dans les bronches.

Ainsi, pendant SEPT heures, un enfant de cinq ans a agonisé parce

qu'aucun hôpital spécialisé n'acceptait de le prendre !

Dans les familles de notre pays, dans nos cœurs, c'est la révolte, la révolte et la haine. Mais ne nous trompons pas, ce qui est fondamentalement en cause, ce n'est pas tel ou tel service. Non, notre haine, elle est contre cette société, contre cette médecine capitaliste qui sait que de tels « cas » peuvent se reproduire à tout moment, qui n'a rien à voir avec la santé des masses !

voir nos informations en p. 4

## SAHARA OCCIDENTAL manifestations et combats



M. Lewin, envoyé des Nations-Unis, a rencontré Hassan II avant de se rendre en Mauritanie, où il présentera le plan de Waldheim, selon les recommandations du conseil de sécurité rejetant toute action unilatérale.

Alors qu'on attend un discours d'Hassan II pour la soirée de mercredi, le gouvernement espagnol a entrepris l'évacuation de tous les espagnols. Dans le même temps il a déployé une importante force militaire à 10 km de la frontière.

(suite p. 8)

## GISCARD EN TUNISIE

les nouveaux  
rapports  
impérialistes  
avec les pays  
du Tiers-Monde

Pour la première fois depuis l'indépendance, il y a 20 ans, un chef d'Etat français se rend en Tunisie.

« Nous sommes très contents que la France soit d'accord pour un nouvel ordre économique mondial plus juste et plus équilibré » déclarait hier Bourguiba à Radio-France. Est-ce ce souci de justice dans les relations avec un pays du Tiers-Monde qui motive nos gouvernants ?

La France qui est devenue le premier exportateur mondial en direction du monde arabe, est aussi le premier partenaire de la Tunisie, sur le plan commercial. Partenaire : c'est-à-dire que la France est le pays qui exporte le plus en Tunisie, et la balance commerciale entre la France et ce pays est constamment déficitaire pour lui, malgré ses réclamations pour que la France lui achète plus.

Suite page 4



**la vie du journal**

# DANS NOTRE COURRIER

**JE VOUS ECRIS SUITE AUX ARTICLES SUR L'ECOLE MATERNELLE...**

J'assume - seule - la charge de 30 enfants (50 inscrits) environ de 2 à 3 ans. On voit comment la surcharge des effectifs est un moyen très sûr de sélectionner. En effet, les enfants sont répartis par groupes de 6 à 8 autour d'une activité dite d'éveil : faire un lit, la vaisselle, confectionner un gâteau, se lever, afin de leur apprendre à la fois ces activités de base et le langage s'y rapportant. Bon principe, mais la réalité ?

Je passe d'un groupe à l'autre, organisant le travail, questionnant tantôt l'un tantôt l'autre. Il est bien évident que je n'ai pas le temps de m'arrêter auprès de ceux qui balbutient à peine, ceux qui ne savent pas parler parce que leurs parents d'origine très modeste n'ont pas eu le temps de s'occuper d'eux. Aussi ces défavorisés se taisent-ils laissant la parole aux plus favorisés, aux « dégourdis ». L'écart dû à l'origine sociale se creuse davantage. D'autre part, je regrette la division des classes par âge à la maternelle. Il m'est arrivé une fois de regrouper des enfants de 5-6 ans avec ceux de 2-3 ans. Les résultats ont été bien meilleurs : au lieu de se polariser autour de moi, de tout attendre de moi, comme ils attendent tout de leur mère, les « petits » ont participé aux mêmes activités que les « grands », sans difficultés. L'esprit d'entraide collective et d'initiative s'est développé. (...)

une institutrice de Dunkerque.

**UN JOURNAL COMMUNISTE C'EST QUAND MÊME QUELQUE CHOSE...**

Je lis régulièrement le Quotidien du Peuple et trouve qu'il s'améliore de jour en jour. Surtout la rubrique luttes ouvrières est plus nombreuse. L'exemple d'une lutte comme Orlane est importante car elle montre qu'on peut lutter victorieusement. Au sujet du Portugal, il se passe beaucoup de choses mais ce qui est dit sur le quotidien est assez superficiel. On ne voit pas le rôle des organisations m.l. qui existent et sont implantées réellement dans la classe ouvrière. Ici à Pau et dans le coin le journal n'est pas connu et pourtant il faudrait faire quelque chose pour qu'il soit connu. Un journal communiste c'est quand

**DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.**

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.

même quelque chose. Bon envoyez-moi des affiches et des auto-collants de toutes sortes. N'ayez pas peur d'en mettre on les collera toutes.

de P.B.D. Pau.

**A PROPOS DU N° DU 29/10**

La mobilisation du CLCC de Besançon comme l'article sur Sovirel - même page - raconte comment les travailleurs se sont organisés pour lutter. Très bon, parce que concret.

L'article sur le brouillard dans le nord : insuffisant ; la conclusion « c'est le travailleur qui paie » est parachutée, et la responsabilité de la bourgeoisie pas clairement démontrée.

cellule A. Cabral du PCR de Besançon.



**le quotidien du peuple**

**AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES UN JOURNAL FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT POUR CEUX QUI LUTTENT UN DEBAT PERMANENT POUR LA VERITE**

**LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE**

(...) malgré la longueur de cette page (un seul article pratiquement, repris de jour en jour sur de longues colonnes peu aérées) le point de vue des masses y apparaît davantage que dans les articles, sur le Portugal et l'article est intéressant. Il reste encore nécessaire de confronter de manière plus vivante les explications du Parti aux idées des travailleurs. En fait, il manque encore le véritable débat, la polémique autour de ce sujet capital. Pour l'instant, il s'agit encore d'une enquête. Demander aux lecteurs l'analyse qu'ils font de la situation, ce n'est peut être pas assez pour provoquer le débat et accrocher. (...)

Un lecteur de Besançon.

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml)) Adresse postale BP 225 75 924 Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication : Y. CHEVET imprimé par L.M.F. Diffusé par les NMPP

**communiqués**

**UCJR**  
Meeting-débat contre le franquisme

**MEETING-DEBAT**  
Samedi 8 novembre - 15 h 00

- contre le franquisme
- contre la marche de Hassan II avec un camarade du FRAP, et un camarade du Front Polisario.

Foyer d'éducation ouvrière angle rue Jules Guesde-rue Nabuchodonosor

**ROUBAIX**

**BESANCON :**  
Jeudi 6 novembre - 20 h 30 Réunion-débat autour du Quotidien du Peuple Bureau de presse du Quotidien du Peuple Quartier Battant rue du grand Charmont Besançon

Réunion du Bureau de Presse Régional du Nord Samedi 8 novembre 15 h 30 Centre Culturel 12 rue Molière LILLE

Toutes les personnes désirant discuter du Quotidien du Peuple et participer à sa rédaction, sont invitées.

**JE M'ABONNE**

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

# POUR UNE PARUTION 6 JOURS SUR 7 POUR UN 12 PAGES QUOTIDIEN RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS TOUT DE SUITE

D'AMIENS...

PROPOSITIONS POUR LE 12 PAGES

- Des séries d'articles sur une région : situation économique, situation politique, luttes ( Il faudrait développer des articles comme sur Fougères ou Châtelleraut, pour présenter la région. )  
- des articles montrant qu'on peut lutter contre les hausses de loyers ou des charges ; comment s'est déroulée la lutte, avec quelle organisation ? )

proposition de locataires HLM

- je me propose de faire quelques articles sur l'agriculture dans la Somme, d'une part ; et sur les conditions de travail des travailleurs agricoles dans la Somme.

une assistante sociale en milieu rural.

**je souscris**

10 F     50 F     100 F    \_\_\_\_\_ F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

# gagnons la bataille de la diffusion Pour soutenir le Quotidien... l'acheter chaque jour au même endroit !

Nous avons déjà expliqué la nécessité d'ajuster patiemment notre réseau de diffusion à nos besoins, et sur les problèmes que cela peut susciter.

Mais ce travail pour lequel de nombreux lecteurs n'hésitent pas à consacrer du temps, risquerait d'être complètement inefficace si nous avons une politique anarchique dans l'achat du journal. En effet une condition pour que les marchands de journaux prennent au sérieux nos réclamations, c'est qu'ils constatent

**Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes**

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie ..... (nom précis de la librairie)

au kiosque ..... de Monsieur ..... rue ..... n° ..... ville .....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt ..... (nombre)



quelle riposte contre les attaques de la bourgeoisie ?

C'est de plus en plus la question débattue dans les masses. Ce n'est plus seulement l'alternative entre «subir la crise ou engager la lutte» qui est posée mais bien de plus en plus «Comment allons-nous engager la lutte ? C'est les grévistes du Parisien qui disent : «Pour s'opposer au plan de restructuration de l'imprimerie, il faudrait une action d'ensemble dans le livre !». C'est les postiers qui s'opposent au démantèlement des PTT. C'est à Air France les travailleurs qui affirment : «Nous allons prendre contact avec les autres boîtes de la région pour élargir la lutte». Ce sont les grévistes de Sovirel et d'Idéal-Standard qui manifestent ensemble ! De partout dans les usines, dans les

administrations monte cette volonté d'un mouvement large, coordonné, efficace...

Aussi, le plan des directions syndicales programmant une série de «journées d'action» des différentes branches a posé de sérieuses questions. Non seulement, les différents secteurs d'activité sont appelés à la grève séparément mais à l'intérieur même des secteurs, des divisions supplémentaires et artificielles sont établies. Comme aux PTT, où les centres de tri ne débrayeront pas en même temps que les chèques, non plus que le personnel des lignes. A l'heure où dans les masses s'affirme nettement la volonté des travailleurs de gagner, d'arracher leurs

revendications et de prendre tous les moyens pour cela, il s'agit de grouper les forces, d'être «le plus nombreux possible» comme le disent les gars d'Air France...

C'est de ces questions dont nous avons débattues avec des postiers des centres d'Arcueil, du PLM, d'Austerlitz, de Brune, de Gennevilliers, des chèques...

Ils nous disent la volonté de lutte des postiers et leurs interrogations sur les journées d'action en cours. A la RATP, à Air France également, nous avons rencontré cette détermination ces aspirations à une lutte d'ensemble se heurtant aux plans révisionnistes, de division, d'aménagement de la crise.

les travailleurs et la crise



les travailleurs des PTT :

"ce qu'il faudrait c'est y aller tous ensemble"

LES ATTAQUES DE LA BOURGEOISIE

Le problème qui se pose aujourd'hui à l'administration des PTT c'est de pouvoir mener à bien sa politique de rentabilisation notamment par la mécanisation et l'automatisation du tri postal. Ce projet va se traduire par des attaques contre les conditions de vie et de travail à l'exemple de ce qui s'est passé pour les chèques postaux, passés sur ordinateurs. Dans les centres de tri, comme dans les

usines, automatisation = suppression d'emplois et intensification du travail. Toute la question pour l'administration c'est de casser la résistance des postiers pour imposer ses projets. Les premières attaques de front se sont soldées par des échecs. La bourgeoisie pensait avoir brisé toute volonté de lutte l'année dernière dans les postes. Il n'en est rien ! De vives ripostes ont fait reculer la bourgeoisie. Depuis, la tactique, c'est d'opérer en douce, en

casant l'organisation des postiers. Le calcul de l'administration est simple : une fois les grands centres démantelés, les travailleurs une fois répartis dans de petits centres, il sera bien plus facile de procéder à une restructuration en profondeur. A ceci s'ajoute une campagne de mystification sur le thème «on pilote à vue, la réorganisation des centres n'est pas achevée...»

C'est bien d'un objectif politique qu'il s'agit : briser l'unité et l'organisation des postiers pour leur faire payer les restructurations !

LES QUESTIONS DES POSTIERS

Au PLM ou à Arcueil, à Austerlitz ou à Brune, partout, dans les centres de tri, aux chèques, il n'est pas question d'accepter cette logique capitaliste. Les gars des postes sont nombreux à sentir la nécessité de lutter, de ne pas se laisser grignoter les avantages acquis. Les «compensateurs» par exemple, qui permettent aux gars habitant loin de cumuler les plusieurs jours de repos pour aller chez eux, sont remis en cause. Il est question d'imposer des jours de

repos fixes. Les «califs» (heures supplémentaires) sont généralisées ; ce qui évite d'augmenter les salaires. Aucune progression du pouvoir d'achat depuis un an ! Les augmentations de la charge de travail... etc... Mais beaucoup disent : «D'accord pour ne pas faire les frais de la restructuration, mais pas question de recommencer comme l'année dernière».

L'année dernière, c'était 45 jours de luttes pour des miettes ! Aussi, les réflexions, c'est : «Si on n'a pas eu la victoire en 74, c'est qu'on n'a pas tous lutté en même temps dans l'administration. D'abord nous, puis les hospitaliers, après les cheminots. Non, ce qu'il faut maintenant, c'est y aller tous ensemble».

A PROPOS DES INITIATIVES DES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES

Des vagues successives de journées d'action, c'est ce que proposent les directions CGT et CFDT. Ainsi, alors que grandit dans les usines, et dans la fonction publique, cette volonté de lutter efficacement,

d'unir toutes les luttes, c'est à l'inverse des propositions de division que font les directions syndicales. «Nous les postiers, on n'est pas d'accord ; voilà que ça va recommencer ? qu'est-ce qu'on attend pour déclencher ça tous ensemble ? Malgré tout, nous participerons à cette journée, on n'est pas des jaunes ! Quand il y a grève on la fait et puis, on a des revendications urgentes. Mais, pas d'illusions sur l'impact d'une telle journée. D'autant plus, qu'on a eu la surprise d'apprendre le mot d'ordre de grève par la radio ou la presse». Pas de discussions avec les postiers pour déterminer avec eux les formes d'actions et les revendications, pratiquement pas de tracts de mobilisation (des directions syndicales voudraient faire un «bide» qu'ils ne s'y prendraient pas autrement !)

Cette attitude pose des questions aux gars des postes. L'échec de l'année dernière est toujours présent et les directions syndicales mises en cause. «Ce qui domine chez nous c'est la volonté d'unir leur lutte à toutes les autres luttes, avec celles de la classe ouvrière...»

DIALOGUE DES POSTIERS D'AUSTERLITZ AVEC DES GRÉVISTES DU PARISIEN LIBÉRÉ



Une vingtaine d'ouvriers du Parisien, sont venus vendre leur journal à la sortie du centre de tri d'Austerlitz. La discussion s'engage tout de suite : Postiers : «Où en êtes-vous ? Quelles perspectives ?

P.L. : Comme objectif on a la vente du canard, et puis on a repris les rodéos. Presque tous les soirs on en pique une bonne partie de ses torchons à Amaury.

Postiers : Vous ne pensez pas qu'il faudrait élargir la lutte ?

P.L. : C'est sûr ! On n'arrive pas à comprendre pourquoi toutes ces journées d'action, pourquoi toutes ces luttes séparées. Pour contrer le plan de restructuration dans la presse, il faudrait une action d'ensemble dans tout le livre.

Postiers : C'est comme pour nous, si on veut aboutir, c'est ensemble qu'on y arrivera.

P.L. : Nos délégués nous disent qu'il faut attendre que tout le monde n'est pas mobilisé. Mais c'est un peu fort ! partout ou on va vendre notre journal, au contraire, c'est la mobilisation qui domine et la même idée que nous : frapper ensemble pour imposer un vrai rapport de force.

Un camarade postier d'Austerlitz du PCR (ml) concluait ainsi :

«Telle n'est pas l'intention des directions syndicales pourtant, car les gars du Parisien ne savent pas grand chose sur les autres boîtes d'imprimerie en lutte comme Caron-Ozanne par exemple. A plus forte raison sur des usines en grève. Quand ils sont allés à Melun «déranger une paisible inauguration de Chirac», les directions syndicales se sont bien gardées de leur faire prendre contact avec les ouvriers de Sovirel ou d'Idéal-Standard pourtant tout près. La conclusion simpliste que tirait un révisionniste intervenant dans la discussion à Austerlitz : «Mais tu vois bien qu'ils ne sont pas prêts, les gars puisque quand un camarade élu (du P.C.F.) va faire des meetings aux boîtes en lutte, il vient presque personne !» C'est justement dans le même temps où la combativité grandit que diminue l'audience du P.C.F., et même qu'il se voit interdire l'entrée de certaines usines en grève par les travailleurs, cela s'est produit plusieurs fois dans la dernière période...»

INTERVIEW DE GRÉVISTES D'ORLY-NORD

Quotidien du Peuple : depuis un an et plus, la bourgeoisie parle beaucoup de la crise, dit qu'il faudrait s'allier avec les patrons, qu'il faudrait consentir des sacrifices, etc. ; qu'en pensez-vous ? C'est quoi la crise pour vous ?

Henri : la crise ? C'est d'un côté la classe des travailleurs et de l'autre, la grande bourgeoisie. Entre les deux, la différence est immense ; mais de l'argent, il y en a : la direction pourrait bien satisfaire nos revendications... Alors que les avions ne sont pas entretenus, elle les fait voler quand même et très vite, il s'abîment ; cela fait des milliards foutus en l'air, mais elle préfère ne pas céder sur nos revendications... L'autre jour, un réacteur a éclaté au «point fixe», c'est-à-dire lors des dernières vérifications, ça fait du pognon, ça !

Daniel : la crise du capitalisme, de la société de consommation, c'est une réalité ; mais, à partir de cette crise, face à l'absence de solutions dans la société actuelle, il ne reste pas trente-six solutions aux patrons : le chantage «il n'y a de solution nulle part, vous aggravez la situation». Au niveau Air France, c'est l'illustration parfaite : il y a effectivement une crise du transport aérien international ; les solutions que les directions trouvent, dans toutes les compagnies, c'est une politique de réces-

sion, sur le dos des travailleurs, bref l'augmentation de la productivité.

QdP : en fait de crise, ne pensez-vous pas qu'il s'agit d'une crise plus grave encore ?

René : c'est plutôt une crise de société... Les rapports avec le Tiers-Monde qui ne sont plus les mêmes... et d'autres choses encore.

Daniel : oui, il doit y avoir de ça ; mais dans le fond, c'est une crise engendrée par le système ; c'est significatif d'une société qui est foutue. Le problème qui se pose, c'est sur quoi on va déboucher : le fascisme ou alors une société genre programme commun ? Oui, en fait la société «libérale avancée» ne peut plus se maintenir ; le mythe de la société de consommation, politiquement, c'était intéressant avant, mais l'expérience, elle a été faite. Aujourd'hui, c'est «si vous ne voulez pas de ça, vous aurez les pays de l'Est».

Gérard : parlons du plan de relance de Giscard : si c'est pour continuer une société de consommation à outrance, ce n'est pas ce que l'on veut.

QdP : le P.C.F., dans L'Humanité vient de déclarer que vous luttez pour le prestige d'Air France dans le monde. Qu'en pensez-vous ?

Michel : cela ne nous intéresse pas ; ce que nous voulons, c'est simple, ce sont nos revendications. Que les commandants de bord qui gagnent jusqu'à trois millions six par mois défendent le prestige d'Air France à travers le monde, OK, ça se comprend ! Mais pas nous ; chacun choisit son camp, c'est compréhensible.

QdP : au cours de votre lutte, vous avez rencontré les sollicitations des mots d'ordre de la gauche, du P.C.F., qu'en pensez-vous ?

René : les idées du PCF représentent une certaine forme de capitalisme... Ce n'est pas un changement fondamental de société.

Richard : ce qu'il faut, c'est le pouvoir aux travailleurs, pas aux notables qu'ils soient de droite ou de gauche.

Ce que nous voulons, c'est obtenir nos revendications et non pas se faire bénir par un élu, quel qu'il soit, lui faire de la publicité. Non, les gars en ont ras le bol ! Les grands baratins, ils s'en foutent ; s'il y en a trop dans les AG, ils disent : «quand est-ce que l'on passe à l'action ?» Lorsque le PCF (par le biais de la CGT) a voulu absolument mener une délégation vers les élus de la mairie d'Orly, nous, à ce moment, on a découpé des tas de drapeaux rouges pour montrer qu'on voyait les choses autrement !



politique

LES NOUVEAUX RAPPORTS IMPERIALISTES AVEC LE TIERS-MONDE

GISCARD EN TUNISIE

(suite de la p. 1)

Les capitalistes français sont donc très intéressés à la consolidation sur ces bases de leurs positions sur le marché tunisien. Ils sont également décidés à profiter des largesses accordées par Bourguiba aux investisseurs étrangers. Depuis avril 72, une loi fait de la Tunisie un véritable « paradis fiscal » pour les sociétés étrangères qui veulent s'installer dans ce pays. Lorsqu'une société française, par exemple, s'installe pour une production qui sera ensuite vendue hors de Tunisie, elle est exemptée de toutes les taxes, tous les impôts, et elle peut transférer ses devises comme elle le veut. « Ce système en Tunisie, s'inspire du modèle déjà fort réussi de la Corée du Sud, Singapour, Hong-Kong et Formose » note le journal US « Christian Science Monitor ». A cet effet, de grandes zones industrielles ont été délimitées et aménagées dans un certain nombre de villes tunisiennes au bord de la mer et disposent de ports ou d'aéroports internationaux.

« L'agence pour la promotion des investissements » (A.P.I.), créée par le gouvernement tunisien pour favoriser l'implantation de sociétés étrangères, note elle-même que les difficultés économiques et sociales qui prévalent en Europe, « ont créé une véritable tendance de plus en plus accusée de déplacement des industries peu mécanisées vers les zones de main-d'œuvre ». Tous les industriels en visite en Tunisie s'accordent à dire que ce pays a deux « atouts » : les avantages accordés par le fisc tunisien et une main-d'œuvre disponible abondante (le chômage est important), jeune (plus de 50 % des 6 millions de Tunisiens ont moins de 20 ans) avec de très bas salaires.

Avec les facilités accordées aux industries exportatrices étrangè-

res, la Tunisie s'intègre bien dans la politique de redéploiement international de la production des pays impérialistes qui veulent rejeter vers le Tiers-Monde des productions exigeant le moins de travail qualifié. Dans ce cadre-là, le CNPF a investi l'an dernier dans



Atelier textile, près de Tunis.

« La grande dextérité gestuelle de l'ouvrière, et son adaptation parfaite à la machine » ont retenu l'attention des délégations patronales étrangères qui souhaitent implanter leurs usines en Tunisie, indique dans son bulletin « l'agence tunisienne de promotion des investissements ».

huit industries de confection, trois de mécanique, une d'électronique, une d'optique et une de chaussure. Des accords ont été passés au début de l'année pour une unité de production d'engrais, dans la région de Sabès, une centrale électrique, un four électrique, sans compter les projets de constructions de barrage, etc..

« Nous souhaitons, d'autre part, intéresser la France à certains de nos grands projets industriels, notamment dans le domaine des phosphates et des hydrocarbures. Ces projets supposent des investissements considérables au regard desquels les quelques

200 millions de F. de l'aide publique française ne représentent pas grand chose » a déclaré le ministre tunisien de l'économie.

A noter aussi la constitution récente d'une chambre de commerce et d'industrie franco-

tunisienne, et le déblocage des comptes français (160 millions de francs nouveaux) des anciens résidents.

Mais aussi prometteuses que soient les offres faites aux industriels français, la Tunisie n'est plus, loin de là, et depuis longtemps, une chasse gardée pour eux :

● Depuis 62, l'impérialisme américain a développé sa présence en Tunisie sur le plan économique, militaire aussi, formant ainsi une partie des cadres de l'armée : les Etats-Unis ont voulu faire de la Tunisie un pion en

Afrique du Nord, face à une Algérie consolidant son indépendance politique et économique. Si la Tunisie a ensuite diversifié ses relations internationales au début des années 70, avec la diplomatie de Masmoudi, et renforcé ses liens notamment avec l'Europe, cela n'a pas rendu une position réellement privilégiée à la France.

● Aujourd'hui, compte-tenu du développement de la force du Tiers-Monde et de l'audience internationale de son voisin algérien, le régime de Bourguiba est amené à avancer certaines exigences, envisageant par exemple que les investissements étrangers effectués en Tunisie, proviennent pour une part d'autres pays du Tiers-Monde : « les Etats arabes producteurs de pétrole sont prêts à nous avancer les fonds nécessaires, et nous pensons que la France pourrait y participer, de son côté, pour les études de viabilité, l'apport technologique et la commercialisation des produits. C'est en ce sens que nous parlons de coopération triangulaire », déclare le gouvernement tunisien.

L'impérialisme français, obligé de tenir compte de la nouvelle force du Tiers-Monde qui le contraint à limiter ses ambitions, voit cependant la nécessité de développer ses relations avec lui pour faire face à la concurrence et aux pressions des super-puissances américaine et soviétique. Cela explique l'importance qu'attache la France, notamment à la situation actuelle en Méditerranée, comme l'ont montré les voyages en Algérie et au Maroc d'avril et de mai derniers, et aussi en Grèce. Le voyage de Giscard d'Estaing en Tunisie est à replacer dans ce cadre. Nous y reviendrons demain.

Jean-Paul GAY

LIBERTE POUR LES PATRIOTES TUNISIENS EMPRISONNÉS

« Les dangers pour notre pays ne peuvent venir que de l'intérieur » déclarait Bourguiba en mars dernier. Celui qui se fait surnommer « le combattant suprême » et s'est fait élire président à vie, dirige une répression sévère contre les grèves et tout mouvement de protestation des travailleurs, des jeunes, des étudiants, mettant en accusation la corruption et les complicités du régime avec les puissances impérialistes.

« Vous voyez ces chaînes, elles sont le fruit de la « liberté » et de la « démocratie » de la Tunisie de Bourguiba. Avec ces chaînes, on a enchaîné notre jeunesse, notre peuple », déclarait, levant les bras et montrant ses menottes, Khenissi, ouvrier mineur de 44 ans, en juillet. C'était à un des procès politiques devant la Cour de Sécurité de l'Etat, qui depuis deux ans, a condamné à la prison, des centaines de travailleurs, de militants révolutionnaires, souvent accusés du seul « délit » d'opinion.

Tous ceux, hommes et femmes, qui ont comparu, ont dénoncé les tortures atroces qu'ils ont subi durant des semaines dans les locaux de la police, des tortures perfectionnées, comme la technique de l'hélicoptère, souvent héritées de l'époque du colonialisme français.

Emmanuel, 5 ans, refusé par 8 hôpitaux, MEURT APRÈS 7 HEURES D'ATTENTE !

Il vaut mieux pour vous n'avoir pas besoin d'une intervention d'urgence en cardio-chirurgie la nuit, il n'y a pas de service d'urgence en cardio-chirurgie. Ou plutôt il en existe un : « SOS cœur », mais réservé à ceux qui y sont abonnés : des cardiaques qui peuvent mettre le prix ; pour les autres, pour les victimes d'accidents comme le fut le petit Emmanuel, il n'existe rien, quelque soit la gravité de votre état. Emmanuel, 5 ans, est mort, « de toute façon il serait mort son état était trop grave » disent avec une étonnante unanimité ceux qui ont refusé de le prendre en charge !

Mais comment peuvent-ils l'affirmer, puisque rien n'a été fait pour ce gosse renversé par une voiture à St Maur à 19h30, il n'a été admis en hôpital qu'à 2h30, il est facile maintenant de se retrancher derrière cet argument.

Aussitôt après son accident Emmanuel est emmené d'urgence au Centre Hospitalier Inter-Communal de Créteil qui après diagnostic jugeant le cas trop grave contacte le SAMU (Service d'Aide Médicale d'Urgence) de l'hôpital Henri Mondor. Le SAMU a pour rôle de trouver l'hôpital le mieux adapté et le plus proche. Immédia-

tement il contacte les hôpitaux de la région parisienne : Necker, Saint Vincent de Paul, Laennec, Henri Mondor, Marie-Lannelongue, Foch, Broussais, Laennec, et à nouveau Necker où on accepte de pratiquer une bronchoscopie en attendant... Mais il est déjà trop tard quand l'ambulance arrive, le garçon meurt quelques minutes après son admission.

Des événements de ce genre, il s'en passe tous les jours mais la « grande presse » n'en parle pas. Ils révèlent les tares du système hospitalier en France.

En particulier, le manque de

personnel, de moyens. Pour des raisons de rentabilisation les hôpitaux sont gérés comme des entreprises capitalistes. Il faut que tous les équipements les lits soient utilisés au maximum de leur capacité. Résultat il arrive que certains jours, il n'y a plus de place parce que les urgences sont plus nombreuses que d'habitude.

Il est fréquent que des ambulances fassent le tour de Paris sans trouver de place, si l'accidenté tient le choc tant mieux sinon...

Pendant ce temps le ministre de la santé madame Veil détourne l'attention en lançant une campagne sur le tabac, alors qu'elle refuse les augmentations d'effectifs réclamés par les travailleurs hospitaliers. Il y a quelques jours Veil ne déclarait-elle pas qu'elle allait supprimer 10 000 lits d'hôpitaux.

Mais la vie de nos enfants, notre vie et notre santé n'intéressent pas le ministre. Seules nos luttes peuvent changer imposer un service de santé qui tienne réellement en compte nos besoins. L'expérience de Grande Synthe montre que c'est possible. Les habitants de cette cité d'origine proche de Dunkerque ont réussi à imposer la construction de la polyclinique dont ils avaient besoin.

Serge LIVET

BIGEARD PART EN GUERRE CONTRE LES APPELÉS DE BESANÇON QUI ONT FORMÉ UN SYNDICAT.

Il a suffi qu'un comité d'appelés du 19<sup>e</sup> régiment de génie de Besançon se déclare « section syndicale » pour susciter une violente réaction de Bigeard.

« Ce sont des gens, dit-il, qui sortent de la légalité ». Et il menace : « Il n'est pas question de baisser pavillon devant une minorité dont le but est de créer la pagaie pour la pagaie, on a l'intention d'être très ferme ». Bigeard, tortionnaire et assassin de nombreux patriotes algériens, vaincu à Dien Bien Phu, est effectivement bien placé pour parler de la « légalité » de l'armée. Une armée où sont légales les exactions, crimes et agressions contre les peuples, comme récemment au Tchad, à Djibouti. Légales aussi toutes les brimades contre les appelés ; légales, les corvées avilissantes ; légal, le traitement des appelés comme des bêtes de somme, des valets, de la chair à canon ; légal, le pourcentage de 7 % de morts « tolérés » dans les manœuvres, légaux, les régiments disciplinaires pour les soldats révolutionnaires, etc..

Légal enfin, le rôle de l'armée bourgeoise contre le peuple, sa fonction de garantie de l'exploitation des ouvriers, de la dictature bourgeoise. Voilà en effet la légalité qu'entend faire respecter Bigeard. Mais ses menaces n'auront pas raison des luttes des soldats qui ne se sont pas laissés bernier par les quelques mesures arrachées l'an dernier.

11 NOVEMBRE : UNE NOUVELLE INSULTE DE GISCARD A LA RÉSISTANCE

Après avoir supprimé la commémoration de la victoire sur le nazisme du 8 mai 1945, Giscard s'apprête à fêter en grande pompe le 11 novembre 1918.

Ainsi, Giscard veut faire oublier les millions de patriotes morts dans la lutte contre l'envahisseur nazi, contre le fascisme, en mettant sur le même pied guerre impérialiste, résistance anti-fasciste, et pourquoi pas, la guerre coloniale en Algérie.

EN BRETAGNE, LES PERQUISITIONS CONTINUENT

La police poursuit son opération d'envergure contre les organisations bretonnes. Sous couvert de répression de prétendus terroristes, il s'agit, avant tout, en Bretagne, comme dans les autres régions, d'un plan de démantèlement des organisations progressistes. La police judiciaire a, au nom de la Cour de Sécurité de l'Etat, effectué de nouvelles perquisitions. Elle procède à l'interrogatoire de dix nouvelles personnes. Rappelons que neuf militants sont actuellement incarcérés et que treize sont inculpés, pour la plupart des militants progressistes. Comme par hasard, on

annonce en même temps la découverte d'un paquet dans un étang entre Rennes et Pacé, contenant une mitraillette et des explosifs.

L'ampleur de la chasse aux militants est lourde de menaces pour toutes les organisations progressistes ; elle s'inscrit dans le renforcement de la répression policière et judiciaire. La Cour de Sécurité de l'Etat, qui dirige les opérations est une institution d'exception qui est particulièrement utilisée contre les révolutionnaires. Nous sommes solidaires des militants bretons victimes de la répression.



# RATP " la journée d'hier, ce n'est qu'un début ! "

Hier matin, plusieurs milliers d'agents de la RATP étaient rassemblés devant le siège, près du Pont Neuf. Ils sont partis en grève une journée, à l'appel des syndicats CGT et CFDT. Leurs revendications ? Elles portent essentiellement sur deux points : les salaires, et l'augmentation des effectifs.

Pour eux, cette mobilisation ne peut être qu'un début. D'ailleurs, la délégation revient des discussions : refus total de la direction, sur toutes les revendications. Alors, que faire pour que les patrons reculent ? Ils se posent la question : pourquoi des journées d'action séparées ? « Par exemple, ça aurait été bien si les gars des trains de banlieue avaient fait grève en même temps que nous ». « Pourquoi les syndicats ne lancent-ils pas de mot d'ordre de grève pour tous les gars de la SNCF, mais seulement sur la région lyonnaise ? » Un travailleur des ateliers de réparation de Championnet ajoute : « Pendant la grève des postes l'an dernier, il aurait fallu que toute la fonction publique se mette en grève, là, l'Etat aurait été obligé de céder. Aujourd'hui, c'est la même chose, il y a des grèves un peu partout,

mais il faudrait que ça se déclenche dans toutes les boîtes. »

Pour eux, « la classe ouvrière est en train de prendre conscience qu'il faut rentrer en lutte ». Ce qu'il faudrait, c'est un « nouveau Mai 68, mais avec une volonté politique d'en finir avec le régime. Parce qu'en Mai 68, il n'y avait pas vraiment cette volonté ». Ils nous disent : « si les flics interviennent de plus en plus quand il y a des grèves, c'est parce que les patrons ont peur des changements qu'il y a dans la classe ouvrière. »

Aspiration à un mouvement d'ensemble, et aussi à l'unité avec les « usagers ». « Ce que nous demandons, c'est que les transports soient gratuits pour les travailleurs, payés par les patrons. Quand nous demandons plus d'effectifs, c'est aussi pour que les travailleurs soient transportés dans de bonnes conditions. Par exemple : quand je suis rentré à la RATP, en 64, les bus étaient régulièrement révisés de A à Z. Aujourd'hui, c'est terminé. On ne fait plus que les réparations superficielles. »

Quand ils demandent l'augmentation des effectifs, c'est aussi lutter contre la politique de crise de la bourgeoisie. « Aujourd'hui, ce qui se généralise, c'est les contrats de 5 ans. On voit bien où ils veulent en venir :

aussi les chômeurs, et les usagers ».

A la RATP, c'est donc ces deux idées fondamentales, la nécessité d'une offensive de grande ampleur, et de l'unité la



c'est facile, comme ça, de licencier en douceur. Nous demandons une embauche réelle : à Championnet, en moins de dix ans, les effectifs ont diminué de moitié. C'est tous les travailleurs qui en font les frais : nous, mais

plus large des couches populaires, qui poussent les travailleurs à la lutte. La journée d'hier ne doit être qu'un début.

Monique CHERAN.

## INTERVIEW D'UN OUVRIER DE PIRON (BRETONCELLES)

QdP : A la suite de votre entrevue avec le préfet de l'Orne le 18 août, il avait été décidé que des négociations s'ouvriraient début septembre avec le ministère. Vous venez seulement d'être reçu, à l'instant, avec quelles propositions vous a-t-on accueilli ?

Henri : Rien de concret, dans l'immédiat. Mais la « recherche d'une reprise de l'unité de production, par une entreprise se décentralisant ». Mais elle reste encore à trouver ! Pour le ministère, c'était une réunion pour « débloquer la situation et détendre l'atmosphère ». Vu la réoccupation de l'usine de mercredi dernier, qui avait pour but de s'opposer à tout démantèlement (enlèvement de tôles pour Renault...) et qui prouvait que la mobilisation restait entière après dix mois de lutte, le ministère a voulu rejeter exclusivement la responsabilité sur le syndicat...

Outre Garrec du ministère, on a retrouvé le préfet de l'Orne, le syndicat, et Lebranchu, un patron sous-traitant de Renault. Celui-là ne devait pas être là par hasard : il a

déjà essayé de prendre Piron sous sa coupe il y aura bientôt un an. Compte-tenu de l'annonce d'une subvention d'Etat en cas de reprise, il serait à nouveau « intéressé »...

QdP : Qu'est-ce qui en ressort pour les ouvriers de Bretoncelles ? Comment voyez-vous la poursuite de votre action pour la remise en route effective de « Piron » ?

Henri : Pour nous la situation doit être réglée rapidement. Car le syndicat ne s'est engagé à repousser les échéances des créanciers (et donc la liquidation !) que jusqu'au 31 décembre. C'est le dernier « test » patronal pour éprouver notre combativité. A Bretoncelles, on peut arracher une solution : grâce à la popularisation, le pouvoir est gêné politiquement pour liquider définitivement, dans le contexte de lutte actuel. C'est à nous en maintenant la pression de l'action et de l'information de les obliger à rendre concrètes leurs promesses de « relance » !

PARIS LE 5/11 A 14 H

## Rhône-Poulenc (Chalampé)

# qui sont les provocateurs ?

A Rhône-Poulenc Chalampé, la lutte contre le chômage partiel s'est poursuivie après la journée nationale d'action du 16 octobre. Les travailleurs se sont engagés dans une grève illimitée avec occupation des locaux. Face à cette initiative des masses, la section CGT s'est retirée de la lutte, en mettant en avant que « la légalité était enfreinte » ! Il est évident que, compte tenu de la ligne révisionniste de la direction CGT, rentrer dans l'illégalité la placerait dans une situation fautive, par rapport au pouvoir, et par rapport à la vaste campagne d'information que mène le PCF actuellement sur « les libertés démocratiques ». Belle liberté que celle-là, car enfin, à qui profite-t-elle ? N'est-elle pas un moyen pour le patron d'imposer ses décisions ?

Et qui sont donc les provocateurs, sinon les cadres qui, armés de scies à métaux et de coupe-boulons, ont cisailé les chaînes bloquant l'usine ?

Pour donner le change, la section CGT lance de grands appels : « préparer de grandes actions d'envergure nationale ». Mais comment, précisément, organiser ce mouvement ? Les travailleurs de Rhône-Poulenc à Vitry, Pont de Claix, Chalampé...montrent la marche à suivre. Mais pour les révisionnistes, ces travailleurs ne sont que des « aventuriers », des « provocateurs ». On voit bien ici leur logique : avoir du « mouvement d'ensemble » plein la bouche, mais tout faire pour que la direction en échappe aux travailleurs.

Ceux de Chalampé ne s'y sont pas trompés lorsqu'ils ont conspué Tinelli, secrétaire général de l'UD - CGT du Haut-Rhin. Ils poursuivent la lutte, malgré les dénonciations révisionnistes !

Correspondant MULHOUSE

## LES JOURNÉES D'ACTION

### DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

Mardi 4 novembre, Mr Jean Briquet, secrétaire général de l'union confédérale des retraités CGT, déclarait devant 3 000 retraités à la mutualité : « travailleurs en activité, chômeurs et retraités de tous secteurs ont des intérêts communs, ils ont à les défendre, à les faire aboutir ensemble »

Qu'en est-il de cette déclaration dans la réalité ?

Le personnel de l'EGF est en grève jusqu'au jeudi 6 novembre à 21 h. ; ce même jour les travailleurs hospitaliers CGT manifesteront de-

vant la préfecture à 11 h. en appelant « la population, les usagers, les travailleurs des autres corporations à soutenir notre action pour la santé et le bien de tous ». Tandis que les responsables CGT des cheminots du service électrique et signalisation des Bouches-du-Rhône appellent à une grève de 24 heures pour le même jour, il n'est pas question d'aller manifester en masse avec les travailleurs de la santé ! Pourtant la CGT de l'entreprise SOLMER (de la zone de Fos) n'hésite pas à déclarer dans un communiqué le mardi 4 novembre : « engager l'action dans l'unité, sous

la forme la plus efficace qu'ils (les travailleurs) choisiront contre le chômage, pour la garantie de l'emploi, pour l'ouverture de négociations au niveau des entreprises comme au niveau national »

Alors pourquoi d'un côté l'appel à l'unité et de l'autre l'organisation de la division, entreprise par entreprise ou secteur par secteur ?

Pourquoi ne pas avoir fait de cette journée du 5 novembre la journée unitaire à laquelle de nombreux travailleurs aspiraient ?

correspondant MARSEILLE

## LES TISSEURS DE DREYFUS OCCUPENT LEUR USINE DEPUIS 5 MOIS

Dreyfus est une usine de tissage (tergal, nylon), située à Barbière, village près de Romans, au pied du Vercors. Pendant plus de 25 ans, le patron s'est enrichi en exploitant 150 personnes ; cadences, bas salaires souvent payés au rendement.

Brusquement, la direction décide de « retirer ses billes », pour probablement investir dans des pays du Tiers-Monde, où la main-d'œuvre s'y exploite encore plus : septembre 74 : chômage partiel ; février 75 : 32 heures de travail ; mars 75 : 15 licenciements et dépôt de bilan ; mai 75 : 106 licenciements annoncés.

Malgré l'inexpérience de lutte dans ce village, la réaction des travailleurs est immédiate : création de 2 sections syndicales et occupation de l'usine. Le 31 mai, la popularisation s'organise : distribution de tracts dans les usines de la région (Romans, Valence...); Affichage ; nombreuses délégations collectives à la préfecture, chez les « élus locaux », à St Etienne ; envoi d'une lettre collective pour exiger le renouvellement des 90% au bout de 3 mois avec gain de cause.

L'usine est occupée 24h sur 24 avec une très large participation de tous et aussi des femmes aux assemblées générales et à l'occupation.

Le soutien est actif dans la région. Les tanneurs d'Annonay ont vendu des peaux à leur profit. Les paysans-travailleurs participent aussi activement à cette lutte.

Un industriel, Porcher, est intéressé par la reprise, mais les travailleurs sont vigilants, car ils connaissent l'expérience de Salaman-der à Romans où un nouveau patron a eu tous les avantages d'une reprise (100% subventionné) et est parti ensuite.

Parce que les travailleurs de Dreyfus refusent de supporter les conséquences de la crise, parce qu'ils ne veulent pas que meure leur village, ils exigent le réembauchage de 145 personnes !

## MIRBAUX DANS LA VIENNE

Afin d'empêcher les 62 licenciements prévus par la direction, sur 180 ouvriers, les ouvriers ont commencé à s'organiser : lundi 3 novembre a eu lieu un débrayage d'une heure pour tenir un meeting à la porte de l'usine. Une quarantaine d'ouvriers ont participé à ce débrayage qui a abouti à la création d'une section syndicale CFDT (il n'en existait aucune auparavant). Il a été décidé d'étendre le mouvement à toute la boîte et de populariser la lutte dans cette région.

## LES PATRONS ONT ENCORE TUÉ

Rodolphe Anxionnas, trente-sept ans, a été tué par une explosion alors qu'il travaillait dans le sous-sol d'un immeuble, à Méribel-les-Allues (Savoie).

Louis Roselli, soixante-deux ans a été écrasé sous un éboulement à l'usine des ciments Lafarge de Contes (Alpes-Maritimes).

## JOURNÉE D'ACTION MÉTALLURGIE A NANCY

Le 5 novembre, la journée nationale d'action dans la métallurgie, devait selon les organisations syndicales, montrer la volonté de lutte et de riposte des ouvriers face à l'offensive de la bourgeoisie.

Mais alors pourquoi deux rassemblements, la CFDT sur une place, la CGT sur l'autre et pourquoi ensuite se retrouver pour écouter quelques orateurs ?

C'est ainsi que les sections syndicales d'usines en lutte : Ferambal, Grande Chaudronnerie Lorraine ont défilé séparément. D'autres délégations d'usines occupées présentes aux deux rassemblements n'étaient pas au

meeting commun parce que ce n'était pas leur branche (Helio Lorraine et Meubles de style à Toul).

Il faudrait ajouter à cela le peu de perspectives données à cette journée (appel à des débrayages symboliques). Comme le disait un ouvrier : « Les gars se posent des questions quand ils voient ça, c'est à cause de la querelle PC-PS ». C'est ainsi que seulement 300 ouvriers ont assisté à ce meeting alors que dans la région de nombreuses boîtes sont en lutte contre le chômage et les licenciements (Permal et Ferambal) ou pour des revendications salariales (Grande Chaudronnerie Lorraine).



histoire du mouvement ouvrier

# 7 novembre 1917 LA REVOLUTION RUSSE EBRANLAIT LE MONDE

7 novembre 1917 : Au matin, les gardes ouvrières, les matelots et les régiments de Pétrograd s'ébranlent. Ils commencent un blocage rapide et systématique des rues, la prise des points d'appui et des établissements gouvernementaux. Sauf le Palais d'Hiver, où s'était retranché le Gouvernement provisoire, et l'Etat-Major de la région militaire, toute la ville est aux mains du prolétariat en armes et des troupes révolutionnaires. L'insurrection a déjà, en fait, triomphé : dans la soirée se fera entendre la salve légendaire du croiseur révolutionnaire Aurore, qui donnera le signal de l'assaut du Palais d'Hiver. Dans la nuit, après la chute de celui-ci, Lénine annoncera au milieu d'un enthousiasme populaire indescriptible, la première victoire des ouvriers et des paysans.

## LA RUSSIE EN 1917

Pourquoi cette victoire historique ? Dans la Russie, qui comprend alors plus de 80% de ruraux, un problème important est celui de la terre. La grande propriété mobilière occupe 40% du sol et il n'existe qu'une faible minorité de moyens propriétaires (3 millions de koulaks). Le reste constitue un véritable prolétariat rural, aux conditions de vie misérables.

L'industrialisation récente (1880), bien que non encore achevée, reste dominée par le capital étranger. Les bénéfices de l'industrie sont donc transférés sous forme de dividendes en France, Allemagne, Belgique et Angleterre. Le rythme d'expansion rapide et inégal selon les secteurs, repose sur l'investissement des capitaux étrangers dans les branches jugées rentables. D'où une extrême concentration de l'industrie : si le prolétariat est encore peu nombreux, il est néanmoins regroupé dans de grandes villes (Pétrograd, Moscou, Odessa), et dans d'importantes entreprises (55% du prolétariat dans des entreprises de plus de 500 ouvriers). Les conditions de vie de ce prolétariat sont très dures : salaire de misère, journée de 11 à 12 heures de travail, logements infects. D'où une très grande réceptivité à la propagande révolutionnaire.

Mais beaucoup de ceux qui se réclamaient alors du marxisme, niant le rôle de la paysannerie et soulignant la faiblesse numérique du prolétariat, affirmaient l'impossibilité de la révolution socialiste. Lénine analysant « le développement du capitalisme en Russie » (1899), montrait, au contraire, que l'industrialisation s'accompagnait de la création d'un « marché intérieur » qui bouleversait les rapports de production à la campagne et désintérait la paysannerie par la concentration de la production entre les mains d'une bourgeoisie rurale et la transformation de la masse des petits producteurs en prolétariat rural. En d'autres termes, le développement du capitalisme donnait les bases objectives d'une alliance prolétariat-paysannerie, au sein de laquelle, le prolétariat affirmerait sa direction.

## FÉVRIER 1917

Le déclenchement de la guerre impérialiste de 1914-1918 allait précipiter la crise politique et économique du tsarisme. La Russie prit part au brigandage impérialiste, d'une part, du fait de la forte dépendance des secteurs-clés de l'économie de guerre par rapport au capital français et anglais, d'autre part, du fait du désir de la bourgeoisie russe d'améliorer sa situation en déclenchant la guerre (conquête de nouveaux débouchés, profits autorisés par les commandes de guerre, et situation « d'exception » pour mater le prolétariat rétif).

De tous les partis politiques, seuls les bolcheviks mènent une lutte conséquente contre la guerre au nom du « défaitisme



révolutionnaire », et fixent pour objectif aux masses, la transformation de la guerre impérialiste en guerre contre le tsarisme. Mais la Russie est trop faible économiquement pour soutenir l'effort de guerre et, rapidement, les revers militaires s'accumulent. En novembre 1916, 200 000 ouvriers de Pétrograd sont en grève. Pour faire face à une telle situation, la bourgeoisie juge bon de se démarquer du tsarisme en réclamant « l'établissement d'une monarchie constitutionnelle et la mise en place d'un gouvernement investi de la confiance du pays ».

Lorsque les grèves, qui se multiplient, deviennent insurrectionnelles (26-29 février), et que triomphe la révolution à Pétrograd, la bourgeoisie cherche à garder le pouvoir : elle abandonne le tsar, qui abdique, et constitue un gouvernement provisoire. Au même moment, les soviets d'ouvriers et de soldats se multiplient dans tout le pays.

Les soviets étaient une forme d'organisation spontanée que le prolétariat russe avait créée lors de la Révolution de 1905. « La Révolution de 1905 avait montré que les soviets étaient les organes de l'insurrection armée et en même temps, l'embryon d'un pouvoir nouveau, révolutionnaire ». Or, les soviets de 1917 avaient pour particularité d'être créés par les ouvriers et les soldats, c'est-à-dire, les paysans mobilisés. En février 1917, il y avait donc dualité des pouvoirs : la dictature de la bourgeoisie représentée par le Gouvernement provisoire et la dictature du prolétariat et de la paysannerie incarnée par les soviets.

Mais ces derniers, où dominent les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, confient le pouvoir à un gouvernement de la « bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers embourgeoisés ». L'intention de ces derniers n'était pas de confisquer les terres seigneuriales, ni d'établir la paix. Pourquoi cette situation paradoxale ? D'une part, à cause de l'absence de véritables leaders ouvriers (les bolcheviks sont en exil ou en prison) ; d'autre part, la guerre a amené, dans les usines, le remplacement, dans les mois précédents, des ouvriers mobilisés par des éléments moins formés politiquement : adolescents, femmes, et surtout travailleurs des campagnes, « qui tenaient le milieu entre la bourgeoisie et le prolétariat ». Lénine écrit alors : « une formidable vague petite bourgeoise a tout submergé, a écrasé, non seulement par son nombre, mais aussi par son idéologie, le prolétariat conscient ».

## DE FÉVRIER A OCTOBRE

Face aux illusions des masses populaires

7 novembre 1917, le peuple russe déclenche sous la direction de Lénine l'insurrection armée qui mettra fin à la dictature tsariste, et donnera naissance au premier Etat socialiste, au premier Etat où ouvriers et paysans exercent de manière durable leur pouvoir. Cette victoire historique, que nous retraçons ici, aura un retentissement immense auprès des peuples du monde qui désormais savent qu'il est possible de mettre fin à l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui, l'URSS a dégénéré, sous la direction des Khrouchtchev et des Brejnev en un

nouvel Etat capitaliste, supprimant toutes libertés pour les peuples soviétiques, menaçant d'agression et de guerre les peuples du monde. Mais les enseignements d'Octobre 17 sont immortels ! Déjà, les peuples chinois et albanais qui, s'inspirant des conquêtes des ouvriers bolcheviks de 17, montrent que la restauration du capitalisme peut être combattue victorieusement par la mobilisation des masses sous la direction de leur Parti Communiste. Le peuple de notre pays saura faire siennes les leçons d'Octobre 17, pour instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans.

PAR CAMILLE NOËL

désarmées face à la bourgeoisie qui rassemble ses forces. Elle désarme les masses, s'attaque aux cadres bolcheviks, met les soviets au pas.

Les bolcheviks, poursuivis et obligés - tel Lénine - de s'exiler, abandonnent le mot d'ordre de « tout le pouvoir aux soviets », puisque - de fait - il n'y a plus double pouvoir, et annoncent celui de combattre pour la liquidation totale de la dictature de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et pour la conquête du pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres au moyen de l'insurrection armée.

Fin août, éclate la tentative contre-révolutionnaire du général Kornilov. Pendant que Kérénski cherche à négocier avec lui, les masses populaires font échouer ce putsch, avec une large participation des bolcheviks. Ces derniers sont alors rejoints par les masses, qui les élisent majoritairement dès septembre aux soviets de Pétrograd, Moscou et d'autres grands centres industriels.

## OCTOBRE !

Les bolcheviks réalisent alors l'isolement des partis bourgeois, avec les masses populaires, en mobilisant de nouveau les masses pour le pouvoir des soviets. Dans le même temps, les soviets, d'organes de mobilisation des masses, deviennent les organes d'un nouveau pouvoir : l'Etat de dictature du prolétariat. La révolution socialiste est à l'ordre du jour. Le 23 octobre, Lénine, rentré clandestinement, fait adopter par le Comité Central, la décision de l'insurrection, et la création d'un comité révolutionnaire pour l'organisation militaire et politique de celle-ci. Le 7 novembre au matin, la révolution triomphe à Pétrograd. Le même jour, s'ouvre le 2<sup>e</sup> Congrès des soviets à majorité bolchevik. Il est 14 heures 30, dans la Salle des Fêtes de Smolny. L'annonce par le président du Congrès des soviets de la lecture d'un rapport de Lénine, puis son apparition à la tribune déclenche un délire d'ovations. Sous les hourras de la foule, Lénine s'exclame : « La révolution des ouvriers et des paysans, dont les bolcheviks n'ont cessé de démontrer la nécessité est réalisée... Une nouvelle étape s'ouvre dans l'histoire de la Russie, et cette troisième révolution russe doit en fin de compte, mener à la victoire du socialisme. »

Dans ces heures qui ébranlèrent le monde, le premier pouvoir ouvrier-paysan venait de naître. La révolution ne faisait que commencer...





# LA GARDE A VUE

Nous avons publié hier la première partie de notre bloc-notes sur la garde à vue. Nous en avons situé le cadre et avons déterminé les obligations qui régissent son application ; notamment parmi celles-là, l'obligation de contrôle médical, du temps de repos.

Aujourd'hui, ce sont les exceptions à la législation de la garde à vue que nous expliquons.

Deux types d'exceptions à cette législation existent. Tout d'abord pour tout ce qui concerne la sûreté de l'Etat. La police dispose en ce cas immédiatement de 48 h de garde à vue. Ce délai peut être renouvelé jusqu'à concurrence de 6 jours. Toutefois, la prolongation au delà de 48 h ne peut se faire qu'après une présentation au procureur ou au juge d'instruction de la personne gardée, alors que dans le cas général, l'autorisation est souvent accordée par le procureur sans voir la personne concernée. Au bout de 96 h, la nouvelle prolongation de 2 jours ne peut être obtenue que par la même procédure.

En cas d'enquête sur un trafic de stupéfiants, la garde à vue peut être portée à 4 jours, sans avoir besoin de présenter la personne au procureur. Mais par contre, il y a examen médical d'office toutes les 24 h.

Il est évident que ces deux types d'exceptions n'ont rien d'exceptionnel. Elles peuvent très bien servir contre toute personne que la bourgeoisie juge gênante pour sa politique. Les révolutionnaires, les ouvriers combattifs, peuvent très bien en être victimes. C'est par exemple dans le cadre de la législation sur la sûreté de l'Etat que sont réprimés les mouvements autonomistes. De même on a déjà vu des policiers agissant soi-disant dans le cadre de la législation sur les stupéfiants n'emporter au cours d'une perquisition... que des documents politiques. Dans le cadre de l'assimilation générale des révolutionnaires à des délinquants, une telle législation peut faciliter des interrogatoires plus « poussés ». D'autant que les révolutionnaires sont classés pêle-mêle dans les fichiers de la police avec les trafiquants de drogue, les espions, les proxénètes etc... Tout ça, c'est « la délinquance ».

## LA FIN DE LA GARDE A VUE

A la fin du délai de garde à vue, deux issues sont possibles.

Premièrement, si la police n'a pas trouvé matière à inculpation, elle doit relâcher la personne gardée à vue.

Par contre, si elle a trouvé matière à inculpation, elle doit présenter la personne gardée à vue à un juge d'instruction. Celui-ci peut alors l'inculper, ou estimer qu'il n'y a pas matière à poursuite et rendre une ordonnance de non-lieu. Au cas où il inculpe, le juge d'instruction peut d'ailleurs mettre en détention provisoire, mais aussi remettre en liberté.

## LES SANCTIONS

La sanction du non-respect d'une procédure est en principe sa nullité, notamment la nullité des procès-verbaux et des preuves provenant de cette procédure. Mais les tribunaux procèdent rarement à une telle annulation. De plus la réforme en cours de la procédure pénale rendra ces annulations encore plus difficiles à obtenir.

En cas de sévices ou de détention au delà des délais, il est possible de mettre en jeu la responsabilité personnelle du policier coupable. Elle peut être pénale, pour séquestration arbitraire, mais de telles poursuites n'ont jamais abouti.

La chambre d'accusation a aussi éventuellement le pouvoir d'interdire à un officier de police judiciaire d'exercer ses fonctions.

Yves BEAUMONT

# « LA VIE RECOMMENCE » : UNE APOLOGIE DU RÉVISIONNISME.

«C'est un film admirable que «la vie recommence...» déclarent aujourd'hui les révisionnistes de l'Humanité, en parlant du film du polonais Morgenstern, présenté mardi soir aux «Dossiers de l'écran». Si les faux communistes du PCF le trouvent «admirable» ce film, ce n'est pas pour rien : c'est une apologie du révisionnisme moderne, du système en place aujourd'hui en Pologne. On a pu voir comment les cinéastes s'y prennent à Varsovie pour tenter d'expliquer aux masses, que depuis 1953, depuis la mort de Staline ils ont beaucoup gagné.

Répression, oppression, règne de l'arbitraire, «fascisme rouge» voilà les images que «la vie recommence» veut laisser de l'avant 53.

Le procès fait au régime, dit «staliniens», tourne autour de l'histoire de trois personnages. Grajewski, un officier que sa lutte anti-nazi avec les anglais durant toute la guerre rend, on ne sait pourquoi, suspect et le conduira en prison ; Anna, une militante du Parti Communiste chargée de le surveiller, est écartée ensuite parce qu'elle tombe amoureuse, et enfin Jakuzin, secrétaire politique d'un

comité de district, mis lui aussi au banc de la société, parce qu'il a eu des relations avec les deux autres proscrits. Le titre du film trouve sa justification lorsque Staline meurt : «la vie recommence...» Grajewski est nommé commandant de base militaire et il retrouve Anna ; Jakuzin est réhabilité et retrouve ses fonctions.

Morgenstern fait l'apologie du rétablissement du «socialisme» qui existerait aujourd'hui en Pologne.

Ce «socialisme» qui permet que son armée tire sur les travailleurs en grève, comme en 70, en 71 et en 73. Est-ce le socialisme, ce système qui au nom justement de la «déstalinisation» fait l'apologie du salaire au rendement, a rétabli sur des terres des propriétaires fonciers, qui, fait subir aux masses l'oppression d'une nouvelle bourgeoisie. Certainement pas.

Ce n'est pas avec une carrière et un «amour brisé» que Morgenstern peut calomnier Staline, surtout quand cette calomnie sert à glorifier la restauration du capitalisme.

Claude VILLARD

## ces années-là

1949, c'est l'année de l'anti-communisme, et, Michel Droit l'a fait ressurgir et l'a justifié. Avec l'explosion de la première bombe atomique soviétique, bombe qui brisait le monopole US et interdisait aux chantres de la guerre froide d'entreprendre des actions contre le camp socialiste. Bombe qui aujourd'hui est au service exclusif des nouveaux capitalistes d'URSS.

Ensuite, à propos de la chasse aux sorcières aux USA, il déclare : «il est trop facile pour les communistes de montrer les victimes des procès comme des martyrs». Apolo-

gie du sionisme enfin quand l'ONU reconnaît le racisme d'Israël. Commentant les images de l'arrivée des immigrants en Palestine, il dit : «Nous avons trop vu d'images d'exode pour ne pas être ému presque jusqu'à l'action de grâce de voir un peuple enfin rentrer chez lui». L'émotion ne va pas jusqu'à nous montrer les massacres de Deir Yassin, les milliers de palestiniens qui fuient !

L'année 49 de Michel Droit est l'anthologie de la propagande réactionnaire directement au service de la réaction aujourd'hui.

## feuilleton

# memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert Truquin

### Résumé :

**Norbert est en Argentine. Il connaît la dure exploitation des travailleurs immigrés. Embauché comme charbonnier, il travaille avec sa famille à la construction des fours à charbon.**

Toute la famille contribuait à la construction de ces fours. Ma femme et mes enfants prenaient les bûches par un bout et me les chargeaient sur l'épaule. Pendant que je montais à l'échelle, ma femme me retenait par le dos et mes enfants me soutenaient par les aisselles.

Une fois que ce four est parfaitement monté en pain de sucre, on le couvre d'une couche de terre d'au moins 25 centimètres d'épaisseur.

Les affaires allaient très mal à Buenos-Aires ; nous restâmes presque cinq ans sans vendre de charbon ; il ne nous aurait pas été possible de nous passer aussi

longtemps d'argent si un estanciero ne nous avait fourni de la viande à crédit. Ma fille se mit à fabriquer des cigarettes que mon fils allait vendre le dimanche dans les épiceries de la campagne ; ce supplément nous permettait d'acheter de la Yerba, du café, du sucre et les autres choses indispensables dans un ménage.

Le Suisse avec lequel j'étais venu à la forêt nous avait quittés. Les autres charbonniers, étaient des Italiens. Ils savaient que j'étais pressé pour la vente du charbon mais cette vente fait à vil prix leur eût été très préjudiciable. L'un d'eux vint m'offrir de l'argent pour acheter de la farine. Nous nous maintînmes ainsi pendant quatre ans, au bout desquels nous vendîmes tout notre charbon. Nous nous trouvâmes alors à la tête de 3 000 francs d'économies.

La forêt était remplie de charbonniers italiens. Nous étions les seuls Français qui aient résisté à ce travail, l'un des plus rudes qui existent. Pour en arriver à rivaliser avec eux, je me rendis dès notre arrivée chez les meilleurs charbonniers pour observer leur façon d'opérer. Leur outillage était tout à

fait primitif ; j'eus soin au contraire de me procurer les meilleurs outils, mais malgré cela, il me fallut un an avant d'arriver à produire du charbon de première qualité.

Sans bons outils, nous ne serions jamais parvenus à fabriquer du charbon ; car je me suis mis à ce travail à un âge où l'on commence à perdre ses forces, à 46 ans ; ma femme en avait 45, ma fille 16 et mon fils 15 environ.

Nos voisins étaient des hommes de 30 à 45 ans, de robustes Piémontais ou Lombards qui n'avaient jamais exercé d'autre métier. C'étaient de très honnêtes gens, d'une sobriété incroyable ; ils passent de dix à douze ans dans ces forêts, ne vivant qu'avec du pain, de la farine de maïs et un peu de viande afin d'amasser quelques milliers de francs qui leur permettent de s'établir ailleurs ou de retourner dans leur pays.

En dépit de cette manière primitive de vivre, l'Italien conserve son esprit, son affabilité et reste hospitalier. Le Français, au contraire, que les circonstances obligent à embrasser ce genre de vie, s'abrutit et ne devient rien moins qu'hospitalier.

Nous avons construit deux belles cabanes, dans lesquelles nous étions assez bien logés. Le jardin que nous avions cultivé nous donna un assez bon résultat dès la première année. L'année suivante, nous fîmes une grande plantation de melons et de maïs. Les terrains, dans cette forêt, sont de première qualité ; les plantes avaient une belle venue, lorsque les sauterelles apparurent ; en vain nous voulûmes leur opposer une digue de feu ; elles passèrent à travers les flammes et en deux ou trois heures le champ fut laissé complètement à nu. On ne s'imaginerait pas, lorsqu'on ne l'a pas vu soi-même, la rapidité avec laquelle les plantes sont dévorées.

Si les hommes comprenaient les avantages de l'association, ils viendraient facilement à bout d'une foule de fléaux. Les sauterelles, par exemple, se détruiraient parfaitement en suivant les conseils de Raspail. Elles s'abattent sur le soir en si grandes quantités sur les arbres que les branches disparaissent à la vue, et elles ne se lèvent le matin qu'après que le soleil est au dessus de l'horizon ; avec des fusils ou des canons chargés à sable, on pourrait les détruire sans rémission.

(A suivre)

## programme

### JEUDI 6 NOVEMBRE

TF 1  
18 h 15 - A LA BONNE HEURE  
18 h 45 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS Feuilleton  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - SALVATOR ET LES MOHICANS DE PARIS  
21 h 20 - SATELLITE Magazine \*  
22 h 20 - ALLONS AU CINEMA  
22 h 50 - JOURNAL et fin

A 2  
18 h 30 - JOURNAL  
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS  
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - LA CREATION FEMININE : CRIS  
22 h 20 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE  
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3  
18 h 55 - FLASH JOURNAL  
19 h 00 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - FLASH JOURNAL  
20 h 00 - ALTITUDE 10 000  
20 h 30 - Un film, un auteur : UN DIMANCHE COMME LES AUTRES Film angl. de John Schlesinger (v.f.)  
22 h 20 - JOURNAL et fin

### VENDREDI 7 NOVEMBRE

TF 1  
18 h 15 - A LA BONNE HEURE  
18 h 45 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR Feuilleton  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - AU THEATRE CE SOIR : UN HOMME D'ACTION policier.  
22 h 35 - LE CLUB DE DIX HEURES  
23 h 05 - JOURNAL et fin

A 2  
18 h 30 - JOURNAL  
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS  
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - LA MORT D'UN TOURISTE Feuilleton  
21 h 30 - APOSTROPHES  
22 h 35 - CINE-CLUB-HAUTE SIERRA Film am. de R. Walsh (v.o.)  
00 h 05 - JOURNAL et fin

FR 3  
18 h 55 - FLASH JOURNAL  
19 h 00 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - FLASH JOURNAL  
20 h 00 - PROGRAM. REGIONAUX  
20 h 30 - VENDREDI  
21 h 20 - CIVILISATION  
22 h 10 - JOURNAL et fin

\* **Satellite sur TF 1 à 21 h 20 ce soir, Jean François Chauvel a fait porter son magazine de reportage sur l'actualité internationale. Il reflète en cela, la façon dont l'actualité a été centrée cette semaine. Tant sur le Liban que sur l'Espagne et le Portugal, ces reportages doivent apporter des éléments intéressants. Satellite suit le dernier épisode de «Salvator et les mohicans de Paris» c'est sans doute celui qu'il faut regarder. On va voir ce que va devenir le «révolutionnaire» de salon qu'on nous présente depuis 8 semaines. Tout rentre dans l'ordre d'ailleurs. Il va cesser ses activités de jeunesse : la subversion ! pour devenir le noble qu'il a toujours été.**



international

SAHARA OCCIDENTAL manifestations et combats

(suite de la p. 11)

La population est soumise au couvre-feu et à la loi martiale. A El Ayun un millier de personnes ont participé à un meeting hors de la ville pour protester contre le couvre-feu et la loi martiale que leur imposent les colonialistes espagnols.

«Le front de libération de Saguiat el Hamra et Rio del Oro (f. Polisario) s'opposera à tout règlement diplomatique qui ne tiendra pas compte des aspirations d'indépendance du peuple de ce territoire... Tout règlement diplomatique ne peut être juste que dans la mesure où il tiendra compte des volontés du peuple sahraoui qui s'est clairement prononcé pour son indépendance... Le f. Polisario et le peuple se battront contre «les envahisseurs. Le f. Polisario lui a donné les moyens de résister» a déclaré un représentant à Paris du f. Polisario.

Un grand meeting s'est tenu au Sahara en présence de 75 chefs de tribus pour affirmer la volonté du peuple sahraoui de défendre l'unité nationale et l'intégrité territoriale.

Sur le terrain alors qu'on attend un discours d'Hassan II, les intrusions de soldats marocains déguisés en membre du FLU, mouvement pro-marocain sont repoussées par le f. Polisario. A El Ayun, capitale du Sahara, le front a annoncé que quarante soldats marocains avaient été tués le 2 novembre à Echerria au nord-est du territoire, 110 ont été faits prisonniers. Dans la même région une patrouille de 24 soldats marocains s'est rendue sans combattre.

Toute la journée de mardi, de violents combats ont opposé des combattants sahraouis à des forces marocaines, dans la région de el farsia au nord-est du pays. La multiplication des combats dans cette région montre que les troupes marocaines sont particulièrement actives à proximité de la frontière algérienne.

ESPAGNE les fascistes se préparent

En Espagne, il est de plus en plus clair que Juan Carlos assume la continuité du régime fasciste : trente nouvelles arrestations viennent d'avoir lieu à Madrid, à la Corogne et à Barcelone : il s'agit une fois encore de militants du Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote. Des étudiants passent en procès. Et, en plus de la répression «légitime», s'organise de plus en plus une répression «parallèle» : des nervis s'en sont pris à la mère et à la sœur de Txiki, militant de l'ETA assassiné le 27 septembre : elles ont été blessées au cours de cette odieuse agression. La censure est plus lourde que jamais. Et les organisations fascistes officielles préparent une grande démonstration de force, afin d'intimider le peuple, pour le jour de la mort de Franco. Mais déjà les masses s'organisent. De plus en plus, on parle de grève générale pour les jours qui suivront la mort du bourreau de l'Espagne. Quelles que soient les manœuvres réactionnaires, le choc est inévitable.

PORTUGAL vingt quatre heures de luttes

Soldats toujours au côté du peuple



La question fondamentale que le sixième gouvernement provisoire n'est pas parvenu à résoudre, et qui cause actuellement les difficultés du pouvoir au Portugal, reste celle du mouvement des masses, qui se développe dans tous les secteurs. Le bilan d'une seule journée est à cet égard significatif.

Dans les casernes : les soldats occupent l'arsenal le plus grand de Lisbonne, avec l'appui du personnel civil. Une assemblée de délégués d'unités se prononce contre la démobilisation visant au démantèlement des unités progressistes. Elle décide que les soldats qui refuseront la démobilisation arbitraire se-

ront payés sur la base de la mise en commun de toutes les soldes de leurs unités. A la base aérienne de Beja, théâtre voici quelques semaines d'une lutte importante menée en liaison avec les paysans, les soldats décident «d'élire une commission autonome de classe, sans aucune interférence d'éléments d'autres classes (c'est-à-dire d'officiers), révocable totalement ou en partie à tout moment par l'assemblée générale des soldats convoqués dans ce but».

Dans les usines : à Porto, les travailleurs d'EFACEC contraignent la direction à signer la convention collective en séquestrant les trois

LISBONNE

Mardi matin, passait en tribunal un travailleur qui occupait une maison vacante. Le propriétaire de cette maison attaque le travailleur en justice.

La commission de travailleurs de Boahora a appelé la population à ce tribunal. 400 personnes à l'heure du procès ont envahi la salle empêchant la tenue du tribunal et ils ont tenu un tribunal populaire dont le jury était composé par 27 commissions d'habitants de toute la région. Le tribunal populaire a décidé de l'acquittement de ce travailleur, son droit à l'occupation et l'expulsion de la ville du propriétaire. Un service d'ordre a été mis en place pour éviter toute attaque fasciste ou par des hommes de mains du propriétaire.

directeurs et deux chefs. Les commissions de travailleurs de la métallurgie lourde décident de mettre immédiatement en pratique le projet de contrôle ouvrier qu'ils ont élaboré, quelle que soit la réponse du gouvernement à leurs demandes. Les travailleurs du livre du district de Porto donnent vingt-quatre heures au ministère du travail pour signer leurs conventions collectives.

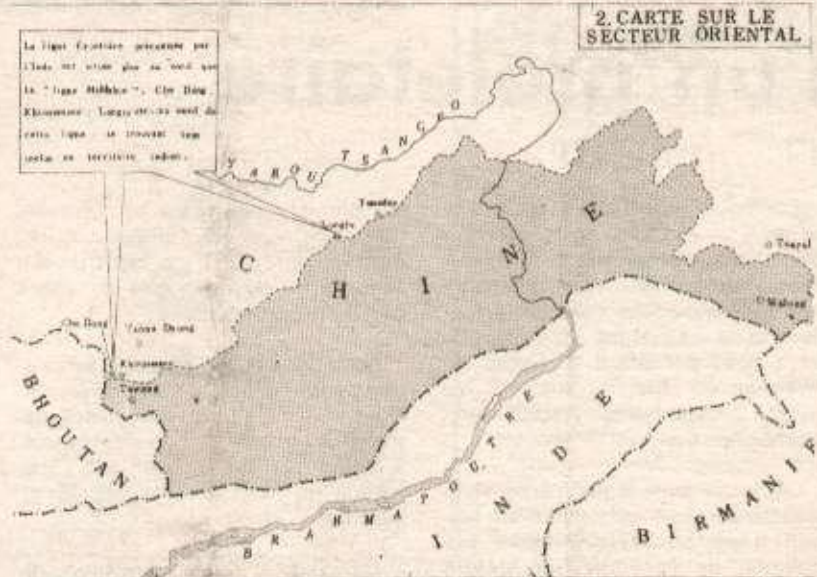
Il faudrait encore parler des quartiers, de la campagne. C'est contre la vague de ces luttes que toutes les tentatives de «rétablissement de l'ordre» sont venues s'échouer jusqu'à aujourd'hui.

FRONTIERE CHINOISE vingt cinq ans d'agressions indiennes

Les frontières de la Chine avec tous ses voisins ont été profondément modifiées par les impérialistes qui s'étaient emparés des territoires chinois pour les intégrer à leurs empires coloniaux. Avec presque tous les pays le tracé définitif de la frontière a été négocié pour éliminer définitivement cette source de conflits léguée par la domination coloniale. Seuls l'Inde et l'Urss ont refusé de négocier et ont monté une série d'agressions et de provocations.

Sur la frontière orientale l'Inde a occupé 90 000 kilomètres carrés en 1950, portant ses troupes jusqu'à la ligne Mac Mahon tracée au 19ème siècle par les colonialistes anglais. En 1959 l'Inde provoquait un conflit armé, revendiquant 30 000 km², tant sur la frontière occidentale que sur la frontière orientale. En novembre la Chine propose de maintenir un statu quo tant que la question n'est pas réglée. Elle propose de retirer les troupes de 20 km de part et d'autre de la ligne de contrôle effectif, sur toute la frontière. Malgré le refus du gouvernement indien, le gouvernement chinois retira unilatéralement ses troupes de 20 km. L'Inde en tira prétexte pour faire entrer ses troupes en 1962 au nord de la ligne Mac Mahon, pour le 20 octobre lancer une offensive générale. Les troupes indiennes étaient repoussées jusqu'à la ligne de contrôle effectif de 1959. Depuis le cessez-le-feu établi à cette date, aucune négociation n'a pu être engagée, le gouvernement indien ni renonçant pas à ses prétentions d'annexer des territoires chinois.

Rien que dans l'année l'Inde a intégré dans son territoire le Cachemire qu'elle occupait militairement depuis 1965, et le Sikkim, Etat indépendant frontalier de la Chine annexé au début de l'année.



La provocation du 20 octobre est particulièrement grave car de nombreux préparatifs de guerre l'ont accompagné, notamment la création d'un corps de combat entraîné pour la guerre dans l'Himalaya.

Comme lors de l'agression contre le Pakistan en 1971, l'Inde reçoit le soutien de l'Union soviétique dans

ses revendications territoriales à l'égard de la Chine : Novosti écrit que la Chine «occupe 14 000 km² de territoire indien». L'agence de presse indienne écrit «c'est la première fois que les revendications indiennes... sont reconnues spécifiquement par un écrit soviétique».

Si, aujourd'hui, ils soutiennent les revendications indiennes connues depuis des années c'est qu'ils s'apprentent à les appuyer dans toute agression de quelque envergure contre la Chine ?

Grégoire CARRAT

le quotidien du peuple

COREE difficiles à l'ONU pour les USA

Aujourd'hui, si la «question coréenne» est débattue à l'ONU, c'est que la Corée est divisée en deux par suite de l'agression US et que des troupes américaines y stationnent toujours.

Deux résolutions viennent simultanément d'être adoptées par la Commission Politique de l'ONU sur la question coréenne. Par 51 voix contre 38, la Résolution formulée par l'Algérie, la Chine et 41 autres pays, sur «la création des conditions favorables à la conversion de l'armistice en une paix durable et à l'accélération de la réunification indépendante et pacifique de la Corée» a été adoptée ; elle exige «la dissolution du commandement des Nations unies et le retrait de toutes les troupes étrangères stationnées en Corée du Sud sous le drapeau de l'ONU». Au même moment, voilà que la délégation américaine se met elle aussi à proposer une résolution destinée à servir de contre-feu qui prévoirait un nouvel accord entre les deux Corées et les Etats-Unis (!) et la dissolution du Commandement de l'ONU ; ce dernier point est un recul des USA mais il a de quoi aussi brouiller les cartes ! En réalité, pas un mot sur le retrait des troupes US stationnées sous couvert de l'ONU ; pas un mot sur un véritable accord de paix ; c'est une manœuvre de plus des USA pour rester incrustés en Asie. C'est bien pourquoi ils sont entièrement d'accord avec le mot d'ordre de leurs marionnettes de Corée du sud sur la «réunification pacifique et démocratique», se gardant bien de parler de «réunification pacifique et indépendante» comme le fait la première résolution ; c'est l'indépendance qui fait les frais de ce «simple» changement de terme.

Et devinez qui embouche la même trompette que les Etats-Unis ? Malik, le représentant de l'Union Soviétique, qui lui aussi réclame «la réunification pacifique et démocratique» ; la guerre d'agression des Etats-Unis contre la Corée devient un épisode «dû à la guerre froide» ; en somme plus qu'une rélecture de la politique de l'Union Soviétique du temps où elle était révolutionnaire, une calomnie anti-socialiste.

Le vote sur ces résolutions est renvoyé devant l'Assemblée Générale ; nul doute que la lutte sera âpre.